



Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
29 août 2012
Français
Original: anglais

Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption

Troisième réunion

Vienne, 27-29 août 2012

Projet de rapport

I. Introduction

1. Dans sa résolution 3/2, la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption avait décidé, conformément au paragraphe 7 de l'article 63 de la Convention et au paragraphe 2 de l'article 2 de son Règlement intérieur, de constituer un groupe de travail intergouvernemental provisoire à composition non limitée chargé de la conseiller et de l'aider à mettre en œuvre le mandat dont elle avait été investie en matière de prévention de la corruption.
2. La Conférence avait décidé que le Groupe de travail s'acquitterait des fonctions suivantes:
 - a) Aider la Conférence à élaborer et à accumuler des connaissances dans le domaine de la prévention de la corruption;
 - b) Faciliter l'échange d'informations et d'expériences entre les États sur les mesures préventives et les pratiques en la matière;
 - c) Faciliter la collecte, la diffusion et la promotion des meilleures pratiques de prévention de la corruption; et
 - d) Aider la Conférence à encourager la coopération entre toutes les parties prenantes et tous les secteurs de la société pour prévenir la corruption.
3. À sa première réunion, tenue du 13 au 15 décembre 2010, le Groupe de travail avait recommandé qu'à l'avenir ses réunions portent sur un nombre précis et gérable de questions de fond, tirées du chapitre II de la Convention des Nations Unies contre la corruption.
4. À sa deuxième réunion, tenue du 22 au 24 août 2011, le Groupe de travail s'était félicité que plusieurs États parties aient échangé des informations sur leurs initiatives et bonnes pratiques concernant les sujets examinés, notamment: politiques et pratiques de sensibilisation eu égard, en particulier, aux



articles 5, 7, 12 et 13 de la Convention; et secteur public et prévention de la corruption: codes de conduite (art. 8 de la Convention) et information du public (art. 10 de la Convention). Il avait prié les États parties de continuer de communiquer au Secrétariat des informations actualisées sur les initiatives et les bonnes pratiques qu'ils adoptaient en rapport avec le chapitre II de la Convention, en indiquant, si possible, leurs succès, les difficultés rencontrées, les besoins en assistance technique et les enseignements tirés de l'application. Il avait aussi prié le Secrétariat de préparer des documents d'information synthétisant les renseignements communiqués. Il avait par ailleurs noté qu'il faudrait tenir, durant ses réunions, des tables rondes réunissant des experts de pays ayant fourni des réponses écrites sur les thèmes prioritaires en question.

5. Le Groupe de travail avait recommandé qu'à ses réunions futures il continue de se concentrer sur un nombre gérable de questions de fond précises se rapportant à l'application des articles du chapitre II de la Convention, rappelant que la disponibilité de compétences sur les questions examinées favoriserait les discussions. À ses futures réunions, il pourrait concentrer son attention sur les sujets suivants:

a) Application de l'article 12 de la Convention, y compris le recours à des partenariats entre les secteurs public et privé;

b) Conflits d'intérêt, signalement d'actes de corruption et déclarations d'avoirs, en particulier dans le contexte des articles 7 à 9 de la Convention.

6. Le Groupe de travail avait demandé au Secrétariat de lui faire rapport à sa troisième réunion sur les activités entreprises conformément aux recommandations qu'il avait formulées à ses deux premières réunions.

7. Dans sa résolution 4/3, la Conférence des États parties avait décidé que le Groupe de travail poursuivrait ses travaux pour la conseiller et l'aider à s'acquitter de son mandat en ce qui concerne la prévention de la corruption. Dans cette même résolution, elle avait aussi décidé qu'il tiendrait au moins deux réunions avant sa cinquième session. Elle avait en outre décidé que le Groupe de travail suivrait, à ses réunions futures, un plan de travail pluriannuel allant jusqu'en 2015, début du deuxième cycle du Mécanisme d'examen de l'application.

II. Organisation de la réunion

A. Ouverture de la réunion

8. Le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption a tenu sa troisième réunion à Vienne du 27 au 29 août 2012. Les séances ont été présidées par le Président de la Conférence des États parties, Abdelaâdim Guerrouj (Maroc), par Eugenio Curia (Argentine) et par Matti Joutsen (Finlande).

9. Ouvrant la réunion, le Président a rappelé la résolution 4/3 de la Conférence, intitulée "Déclaration de Marrakech en faveur de la prévention de la corruption", dans laquelle la Conférence soulignait qu'il importait d'appliquer les articles 5 à 14 de la Convention ainsi que de développer et de partager les meilleures pratiques de prévention de la corruption. Dans sa résolution 3/2, la Conférence avait constitué le

Groupe de travail et l'avait chargé de l'aider à élaborer et à accumuler des connaissances ainsi que de faciliter l'échange d'informations et d'expériences entre les États sur les mesures préventives et les pratiques en la matière, de faciliter la collecte, la diffusion et la promotion des meilleures pratiques et d'encourager la coopération entre toutes les parties prenantes et tous les secteurs de la société pour prévenir la corruption. Le Président a également noté que la Conférence avait prié le Secrétariat de continuer de faire office d'observatoire international chargé de recueillir les informations existantes sur les bonnes pratiques dans le domaine de la prévention de la corruption, en s'efforçant particulièrement d'organiser de manière logique et de diffuser les informations reçues des États parties, ainsi que de repérer les bonnes pratiques et de déterminer la possibilité de les reproduire sur cette base.

10. Le Secrétaire de la Conférence des États parties a noté l'importance de la Convention, instrument international complet qui comptait à présent 161 États parties. Les dispositions relatives aux mesures préventives en représentaient un élément clef. Il a noté que les deux premières réunions du Groupe de travail avaient porté principalement sur les marchés publics, les vulnérabilités à la corruption dans les secteurs public et privé, l'alignement des règles financières et autres règles d'intégrité publique des organisations internationales sur les principes de la Convention, la production d'information par les médias, l'intégrité par le biais de la jeunesse, les politiques et pratiques de sensibilisation, et les codes de conduite et l'information du public dans le secteur public.

11. La représentante du Secrétariat a présenté les documents de la réunion. Les rapports intitulés "Conflits d'intérêts, signalement d'actes de corruption et déclarations d'avoirs, en particulier dans le contexte des articles 7 à 9 de la Convention" (CAC/COSP/WG.4/2012/3) et "Application de l'article 12 de la Convention, y compris le recours à des partenariats entre les secteurs public et privé" (CAC/COSP/WG.4/2012/2) étaient fondés sur les informations qui avaient été communiquées par les États Membres comme suite à la demande du Secrétariat. Elle a indiqué que ces rapports rendaient compte des informations reçues au 7 juin 2012 de 27 États Membres et que les réponses postérieures à cette date avaient été affichées sur le site Web de l'ONUDC, avec les premières. Elle a aussi abordé le document intitulé "Rapport sur l'application de la résolution 4/3, intitulée 'Déclaration de Marrakech en faveur de la prévention de la corruption'" (CAC/COSP/WG.4/2012/4), qui décrivait brièvement les mesures prises pour donner suite à la Déclaration de Marrakech et pour aider le Groupe de travail à définir ce qui devait être fait pour prévenir efficacement la corruption.

12. Plusieurs orateurs ont regretté qu'aucune organisation non gouvernementale ne participe à la réunion du Groupe de travail étant donné que ce type d'organisation pouvait, selon eux, apporter une contribution particulière à l'examen des questions liées à la prévention. Le Secrétaire a indiqué que la Conférence des États parties avait longuement discuté de ce point et qu'elle avait pris une décision quant à la participation des organisations non gouvernementales aux travaux du Groupe d'examen de l'application; elle n'avait toutefois pas tranché la question de la participation de ces organisations aux groupes de travail. La situation étant peu claire, ces organisations n'avaient donc pas été invitées à participer au Groupe de travail. Plusieurs autres orateurs ont été d'avis que, le Groupe de travail étant de nature intergouvernementale, les organisations non gouvernementales ne pouvaient pas participer à ses réunions.

B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

13. Le 27 août, le Groupe de travail a adopté l'ordre du jour suivant:
 1. Questions d'organisation:
 - a) Ouverture de la réunion;
 - b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
 2. Application de la résolution 4/3 de la Conférence des États parties, intitulée "Déclaration de Marrakech en faveur de la prévention de la corruption", et des recommandations formulées par le Groupe de travail à sa réunion en août 2011:
 - a) Bonnes pratiques et initiatives dans le domaine de la prévention de la corruption:
 - i) Débat thématique sur les conflits d'intérêts, le signalement d'actes de corruption et les déclarations d'avoirs, en particulier dans le contexte des articles 7 à 9 de la Convention;
 - ii) Débat thématique sur l'application de l'article 12 de la Convention, y compris le recours à des partenariats entre les secteurs public et privé;
 - b) Autres recommandations.
 3. Priorités futures et établissement d'un plan de travail pluriannuel.
 4. Adoption du rapport.

C. Participation

14. Étaient représentés à la réunion du Groupe de travail les États parties à la Convention suivants: Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Cuba, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Guatemala, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Liban, Libye, Luxembourg, Malaisie, Maroc, Mexique, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique populaire lao, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Thaïlande, Togo, Turquie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam et Zimbabwe.

15. L'Union européenne, organisation régionale d'intégration économique partie à la Convention, était représentée à la réunion.

16. Les États signataires de la Convention suivants étaient représentés par des observateurs: Allemagne, Japon, République arabe syrienne et République tchèque.

17. Les États observateurs suivants étaient également représentés: Oman.
18. La Palestine, entité ayant une mission permanente d'observation auprès de l'Organisation des Nations Unies, était représentée.
19. Les services du Secrétariat, organes, fonds et programmes des Nations Unies, instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, institutions spécialisées et autres organismes du système des Nations Unies suivants étaient représentés par des observateurs: Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et Programme des Nations Unies pour le développement.
20. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées par des observateurs: Académie internationale de lutte contre la corruption, Centre international pour le développement des politiques migratoires, Conseil de l'Europe, Organisation de coopération et de développement économiques et Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.
21. L'Ordre souverain de Malte, entité ayant un bureau d'observateur permanent au Siège, était représenté.

III. Application de la résolution 4/3 de la Conférence des États parties, intitulée “Déclaration de Marrakech en faveur de la prévention de la corruption”, et des recommandations formulées par le Groupe de travail à sa réunion en août 2011

A. Bonnes pratiques et initiatives dans le domaine de la prévention de la corruption

i) Débat thématique sur les conflits d'intérêts, le signalement d'actes de corruption et les déclarations d'avoirs, en particulier dans le contexte des articles 7 à 9 de la Convention

22. Le Président a ouvert le premier débat thématique, au sujet duquel le Secrétariat avait établi une note d'information intitulée “Conflits d'intérêts, signalement d'actes de corruption et déclarations d'avoirs, en particulier dans le contexte des articles 7 à 9 de la Convention” (CAC/COSP/WG.4/2012/3). Le Secrétariat s'est félicité des informations reçues des États Membres qui avaient servi à établir ce document. Afin de faciliter la mise en commun des bonnes pratiques et des initiatives dans ce domaine, le Groupe de travail a été invité à traiter ce thème en deux temps. Il s'intéresserait d'abord aux questions liées aux conflits d'intérêts et aux déclarations d'avoirs, puis à la question du signalement d'actes de corruption.

23. Le représentant du Secrétariat a présenté le débat sur les conflits d'intérêts et les déclarations d'avoirs. Les premiers avaient donné lieu à l'adoption dans de nombreux États, conformément au paragraphe 4 de l'article 7 de la Convention, de normes écrites et plus particulièrement de codes de conduites à l'usage des agents publics. Ces normes comprenaient des valeurs ou principes positifs en matière de déclaration ainsi qu'un certain nombre de restrictions et d'interdictions, notamment

en ce qui concernait les activités dans le secteur privé. Les informations disponibles attestaient aussi des mesures prises en application des articles 8 (Codes de conduite des agents publics) et 9 (Passation des marchés publics et gestion des finances publiques) de la Convention. Le représentant a appelé l'attention sur les diverses solutions retenues pour la mise en place de normes relatives aux conflits d'intérêts: mesures anticipatives, obligation de cession d'avoirs et mise à contribution accrue des services centraux de détection et de répression.

24. S'agissant des déclarations d'avoirs visées par le paragraphe 5 de l'article 8 de la Convention, le Secrétariat a mis l'accent sur les points communs qui étaient ressortis des informations communiquées: existence de services centraux indépendants chargés de superviser la mise en œuvre des dispositions prises concernant les déclarations d'avoirs et recours croissant aux outils informatiques pour l'accomplissement des tâches correspondantes.

25. Le représentant des États-Unis d'Amérique a décrit les mesures anticipatives qui avaient été mises en place dans son pays dans le domaine des conflits d'intérêts, et il a présenté un document soumis par son pays et intitulé "Le système de divulgation de situation financière de la branche exécutive des États-Unis d'Amérique" (CAC/COSP/WG.4/2012/CRP.2). Il a plus particulièrement évoqué l'accord en matière d'éthique qui était conclu entre l'organisme public et l'agent public, avant que ce dernier ne commence à travailler pour le premier, afin de déterminer les dispositions à prendre comme suite au dépôt d'une déclaration d'avoirs pour éviter tout conflit d'intérêts.

26. Le représentant de l'Argentine a présenté le système de divulgation de situation financière applicable aux agents publics dans son pays. Ce système permettait de repérer à la fois les conflits d'intérêts et les cas d'enrichissement illicite. Une place particulière a été faite à l'utilisation de l'informatique pour le dépôt et le traitement des formulaires de déclaration d'avoirs. Le représentant a abordé les problèmes que son pays avait rencontrés lorsque le système fonctionnait sur support papier et souligné les avantages que présentait le système automatisé, notamment en termes de rapidité de transmission de l'information, de sécurité, d'efficacité, d'accès du public à l'information et de rapidité de détection des conflits d'intérêts potentiels. Il a aussi décrit l'organisme centralisé chargé de recevoir et de traiter les déclarations.

27. Le représentant du Japon a expliqué quelles mesures anticipatives son pays avait prises dans le domaine des conflits d'intérêts, en s'appuyant sur des éléments issus de questionnaires remplis par les agents publics dont il s'était précédemment avéré qu'ils avaient contrevenu à la réglementation sur le sujet. Il a souligné le rôle important que pouvait jouer la formation des agents publics pour la détection et la résolution des conflits d'intérêts. À cet égard, les autorités japonaises disposaient de nouveaux outils pédagogiques tels que des DVD présentant des cas réels et des outils d'apprentissage en ligne. Des comparaisons étaient établies entre différents ministères et organismes pour les inciter à améliorer les pratiques en place en matière de sensibilisation aux questions éthiques.

28. Les orateurs se sont félicités de la documentation établie et des présentations faites par le Secrétariat. Certains ont noté qu'il était difficile de s'attaquer aux conflits d'intérêts et ont demandé que des exemples et conseils précis soient donnés aux États pour les aider à aborder le deuxième cycle du Mécanisme d'examen de l'application. Un orateur a avancé que l'ONUSC pourrait collaborer avec les États à

la mise au point, en matière de conflit d'intérêts, de normes communes ou d'un cadre commun qui pourraient prendre la forme d'une loi type ou d'un cadre réglementaire commun.

29. Plusieurs orateurs ont jugé que les codes de conduite permettaient de s'attaquer efficacement aux conflits d'intérêts, conformément à l'article 8 (Codes de conduite des agents publics) de la Convention. Un certain nombre ont plus particulièrement parlé de l'élaboration de normes et codes de conduites spécialisés destinés à des branches spécifiques de l'administration publique.

30. Plusieurs orateurs ont évoqué les mesures prises dans le domaine des marchés publics conformément à l'article 9 (Passation des marchés publics et gestion des finances publiques) de la Convention. Certains ont souligné que les systèmes de passation de marchés en ligne étaient efficaces pour réduire les possibilités de corruption au cours du processus de passation. Un orateur a évoqué le système CompraNet de passation de marchés en ligne et noté la réduction du coût des passations de marchés et du nombre de contestations d'adjudications qui avait été observée depuis sa mise en place.

31. Un orateur a présenté la réforme nationale qui avait été menée dans son pays pour simplifier le cadre réglementaire et les procédures administratives, ce qui avait entraîné une réduction des possibilités de corruption et la réalisation d'économies substantielles.

32. Diverses stratégies en matière de déclarations d'avoirs ont été exposées par les orateurs. Un certain nombre ont indiqué que seuls les agents de haut niveau étaient tenus de remplir de telles déclarations. D'autres ont parlé d'une extension de cette obligation, qui pourrait s'appliquer à tous les agents publics, y compris aux personnes qui travaillaient avec le secteur public, comme les consultants. Plusieurs orateurs ont signalé que les membres de la famille et les proches associés des agents publics étaient également tenus de remplir des déclarations d'avoirs. On s'est accordé sur le fait qu'il importait que les organismes publics (services fiscaux et services chargés du traitement des déclarations d'avoirs) communiquent davantage entre eux pour que les éventuelles irrégularités puissent être repérées. Un orateur a mentionné la nécessité de tenir compte des avoirs détenus à l'étranger et, par conséquent, de collaborer à l'échelle internationale.

33. Les orateurs ont signalé que la pratique en matière de déclarations d'avoirs variait, celle-ci pouvant viser uniquement la détection de conflits d'intérêts ou, plus largement, les éventuels cas d'enrichissement illicite. Plusieurs orateurs ont évoqué les sanctions, de nature pénale ou administrative, qui s'appliquaient lorsqu'une personne manquait à l'obligation de déclaration. Un orateur a mentionné l'obligation supplémentaire qu'avaient les agents publics de fournir des déclarations de dépenses en plus des déclarations d'avoirs.

34. Concernant le deuxième point du débat thématique, à savoir le signalement d'actes de corruption, conformément au paragraphe 4 de l'article 8 de la Convention, un représentant du Secrétariat a donné une vue d'ensemble des informations communiquées par les États Membres au sujet de leurs expériences et bonnes pratiques. Plusieurs mesures ont été mises en avant, dont l'obligation juridique de signaler les actes de corruption, les mesures prises en amont pour faciliter le signalement (mise en place de mécanismes centralisés et décentralisés de signalement, formation et sensibilisation) et la protection des personnes qui

signalaient de tels actes, comme prévu à l'article 33 (Protection des personnes qui communiquent des informations) de la Convention. Le représentant du Secrétariat a aussi noté que bon nombre des outils mentionnés par les États étaient à la disposition tant des agents publics que du public, ce qui allait dans le sens de l'article 10 (Information du public) de la Convention.

35. Un groupe d'intervenants a fait des présentations sur les mesures et systèmes qui avaient été mis en place pour faciliter le signalement, par les agents publics aux services compétents, de cas de corruption. Le représentant de la Pologne a décrit les activités du Bureau central de lutte contre la corruption, qui combinaient opérations et enquêtes anticorruption avec efforts de prévention et d'information. Il a signalé la publication du guide anticorruption à l'usage des fonctionnaires, qui avait été distribué aux administrations publiques centrales et locales ainsi qu'au grand public. En outre, la Pologne avait réalisé un guide anticorruption à l'usage des entrepreneurs qui s'adressait aux acteurs du secteur privé interagissant avec des agents du secteur public. Des formations en vue de l'application de ces guides avaient été dispensées ou étaient en cours. Le représentant a noté que tous les agents publics étaient tenus de signaler les actes criminels, dont les actes de corruption, à défaut de quoi ils risquaient d'être poursuivis au pénal.

36. Le représentant de l'Équateur a indiqué que la Constitution équatorienne de 2008 incorporait un principe fondamental selon lequel les citoyens vivaient dans une société exempte de corruption et étaient tenus de signaler tout acte de corruption. En vertu de la Constitution, l'État avait également des responsabilités en matière de transparence et de surveillance sociale. Le Conseil pour la participation des citoyens et le contrôle social, qui regroupait des représentants d'organisations de base, recevait les plaintes des citoyens, protégés par l'anonymat, et enquêtait à leur sujet puis produisait des rapports sur une éventuelle responsabilité civile ou pénale. De nombreuses activités de sensibilisation du public ont été décrites, qui comprenaient des campagnes d'information ou de communication, des programmes de formation et des cours d'études supérieures sur le service public proposés dans diverses universités.

37. Le représentant de la France a noté que, si le Code pénal imposait bien à tous les fonctionnaires de signaler toute éventuelle infraction pénale, il n'en demeurerait pas moins difficile d'accuser une personne de complicité de commission d'infraction relevant de la corruption en cas de non-signalement. Il a aussi souligné l'importance que revêtaient l'information et la formation du public à l'action anticorruption. Il a précisé que la France ne disposait pas encore de mécanisme juridique destiné à protéger les agents publics qui signalaient des abus. Au lieu de cela, l'accent avait été mis sur la protection des dénonciateurs d'abus du secteur privé, qui étaient perçus comme plus vulnérables aux représailles et à d'autres conséquences négatives de leur action.

38. Plusieurs orateurs ont exprimé leurs remerciements pour les activités entreprises par l'ONUDC et pour le document d'information élaboré par le Secrétariat. Certains ont noté à quel point il importait que les agents publics soient juridiquement tenus de signaler les actes de corruption par l'intermédiaire d'un mécanisme établi. Des stratégies différentes étaient suivies, cependant, pour ce qui était du fondement juridique et de la formulation de cette obligation. Certains États ont parlé d'une obligation générale de signaler toute infraction, d'autres d'une obligation particulière de signaler les actes de corruption. Parmi les premiers,

plusieurs ont indiqué qu'ils envisageaient des réformes en vue de créer des obligations plus spécifiques. Des orateurs ont expliqué que les conséquences juridiques auxquelles s'exposaient les agents publics qui manquaient à leur devoir de signalement pouvaient être de nature soit pénale, soit administrative. Il a été souligné qu'une protection insuffisante pouvait amener les dénonciateurs à se rétracter. Un orateur a en outre mentionné le problème des signalements malveillants ou faux, qui visaient à déstabiliser des supérieurs hiérarchiques ou des opposants politiques.

39. Les orateurs ont décrit un vaste éventail de mécanismes destinés à faciliter le signalement des actes de corruption: création d'un organisme centralisé chargé de recevoir les signalements et recours à divers moyens de signalement, en personne, par téléphone, par site Web ou par SMS. Certains ont pointé les avantages que présentait un mécanisme décentralisé de signalement dans certaines circonstances. Plusieurs orateurs ont également souligné le lien qui existait entre encourager le signalement d'actes de corruption et assurer la protection des agents publics ou citoyens qui faisaient de tels signalements. Les mesures prises en vue de la protection de ces personnes témoignaient de ce qui était fait en application des articles 32 (Protection des témoins, des experts et des victimes) et 33 (Protection des personnes qui communiquent des informations) de la Convention. Plusieurs orateurs ont insisté sur le fait qu'il importait de préserver l'anonymat de la personne qui communiquait des informations tout au long de l'enquête et de la procédure judiciaire. D'autres ont décrit des pratiques selon lesquelles ces personnes devaient décliner leur identité aux autorités compétentes mais les informations correspondantes étaient traitées de manière confidentielle. Un orateur a évoqué le programme dit "Utilisateur secret", qui favorisait la participation des citoyens à la détection des actes de corruption dans la passation des marchés publics.

40. Des orateurs ont noté qu'il fallait étudier plus avant les incidences de l'obligation de signalement dans le secteur privé. Plusieurs orateurs ont rappelé qu'en vertu de l'article 13 (Participation de la société) de la Convention, les États devaient faire participer le public aux efforts de lutte contre la corruption et encourager le signalement par celui-ci, et non par les seuls agents publics, des actes de corruption. Il a été fait observer que les médias pouvaient également représenter une source d'informations pour le signalement de cas de corruption dans les secteurs tant public que privé, et qu'ils pouvaient offrir des moyens de communiquer avec la population et de la sensibiliser à la question. Le rôle des organisations de la société civile en matière de signalement des actes de corruption a aussi été mis en avant. Un orateur a évoqué les mesures d'incitation mises en place pour l'autosignalement par le secteur privé des actes de corruption commis en interne, l'État prévoyant alors des peines allégées.

41. Le représentant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a fait part des conclusions auxquelles avaient abouti des enquêtes menées conjointement avec le Gouvernement vietnamien concernant les résultats obtenus en matière d'administration et de gouvernance publiques. Il en ressortait que de nombreuses personnes ne signalaient aucun acte de corruption parce qu'elles pensaient que rien ne pouvait être fait pour donner suite à leurs déclarations. Parmi les autres motifs de non-signalement figuraient la peur des représailles et le manque de connaissance des mécanismes de signalement. On avait abouti à des conclusions similaires concernant le signalement des actes de corruption par le secteur privé.